

Si nous voulons la paix et la sécurité dans les affaires mondiales, il faut que le Gouvernement puisse nous donner la preuve qu'il peut adopter chez lui quelque mesure qui produise pareil résultat.

Un autre passage du discours du trône, qui m'a frappé, renferme une déclaration assez peu heureuse, ainsi conçue:

L'emploi de la main-d'œuvre atteint des niveaux inconnus jusqu'ici. L'économie libre de notre pays, qui se révèle capable d'assurer à tous un niveau élevé d'existence, de justice sociale et de liberté individuelle, offre un contraste saisissant avec le régime des pays communistes.

C'est une très pauvre comparaison, monsieur l'Orateur. Il ne s'est pas produit de révolution armée au Canada depuis cent ans. Nous vivons dans un éden, non à cause de nos talents, mais parce que nous avons eu la bonne fortune de naître ici ou parce que quelques-uns de nos ancêtres ont été assez heureux d'y venir. Nous possédons tous les avantages qu'un peuple peut souhaiter. La population des pays communistes, toutefois, n'a jamais connu le régime d'économie libre. On leur a tout donné sauf la liberté. Et ces gens ne jouissent pas des richesses ni des ressources naturelles que nous avons. Au cours des dernières années, la guerre a ravagé chacun de ces pays. Et malgré tout, le Gouvernement a l'effronterie d'y comparer le nôtre. Si nous n'étions dans une situation infiniment plus avantageuse, nous aurions lieu d'avoir honte de la façon dont nous avons bénéficié des richesses que le Canada a mis à notre disposition. S'il est juste de faire une comparaison du genre, pourquoi ne pas comparer notre situation avec celle des pays non communistes tels que l'Afrique du Sud, l'Amérique du Sud, l'Inde ou les pays d'Europe qui ne sont pas communistes. Notre situation n'est-elle pas plus enviable que la leur? Ne devons-nous pas être reconnaissants que la guerre n'ait pas causé chez nous, de dégâts matériels? Ne devons-nous pas être reconnaissants,—au lieu de nous en vanter,—que malgré les malheurs que représentent la mort de plusieurs de nos jeunes gens et les infirmités subies par d'autres, la guerre n'ait pas atteint une plus grande partie de nos civils?

Il n'y a chez nous de comparaison possible qu'entre ce que nous pouvons faire et ce que nous faisons. Nous n'accomplissons pas tout ce que nous pourrions accomplir pour assurer la sécurité à notre population. Le discours du trône mentionne que l'embauchage est plus élevé que jamais. C'est parfaitement vrai. De façon générale, je crois que l'embauchage est à un niveau plus élevé que jamais, sauf peut-être durant les principales années de la guerre. Je ne conteste pas ce fait. Mais c'est une piètre consolation pour les chômeurs.

Nous ne devrions pas avoir de chômage au pays. Les emplois devraient foisonner et les salaires devraient être élevés. Il y a beaucoup à faire ici; le travail ne manque pas. Nous ne devrions jamais avoir de chômage au Canada, dans l'avenir prévisible, si on considère la quantité de travail qu'exigent nos entreprises publiques et privées.

Il est inconcevable que quiconque a le désir de travailler demeure sans emploi dans notre pays. Je ne me préoccupe nullement de ceux qui veulent vivre dans l'oisiveté. Comme bien d'autres, j'estime que les gens qui ne se soucient pas de gagner leur vie ne méritent aucune considération. Qu'ils mendient de porte en porte ou qu'ils aillent gîter dans les terrains vagues, s'ils le désirent. Toutefois, ceux qui, tout en désirant travailler, ne peuvent obtenir d'emploi ne sont pas dans le même cas. Nous devrions nous garder de toute vantardise jusqu'à ce que nous soyons certains qu'il n'y a pas de chômage et qu'il n'y en aura pas dans un avenir rapproché.

M. Cruickshank: Il importe d'avoir l'œil sur la Saskatchewan.

M. Bentley: Ce n'est nullement nécessaire. Nous tenons les gens passablement occupés là-bas. Le seul chômage qui existe dans la Saskatchewan vise les gens employés dans des entreprises ou des genres de commerce produisant pour le marché d'exportation. La vente de leurs produits ne peut se faire, car les acheteurs ne pourraient les payer qu'en devises inacceptables. Voilà pourquoi environ 200 personnes ont été congédiées, à un établissement coopératif de conserves de viande de cheval, dans la ville de Swift-Current où j'habite.

Pourquoi cela s'est-il produit? Simplement parce que les ressources financières de l'Administration de coopération économique sont épuisées. On payait en dollars américains notre viande de cheval. Les gens des régions relevant de cette Administration n'ont pu se procurer cette viande. Aucun autre pays ne dispose de dollars canadiens pour en faire l'achat et par conséquent, il y a du chômage dans notre province. Ce n'est pas à cause de mesures du gouvernement de la Saskatchewan, mais à cause d'omissions du gouvernement d'Ottawa dans les accords afférents aux relations commerciales et dans l'entente monétaire.

M. Cruickshank: Pour la viande de cheval, prenez-vous-en à George Drew.

M. Bentley: Même si l'embauchage atteint un niveau élevé à l'heure actuelle, la moitié des travailleurs canadiens ne paient pas d'impôt sur le revenu. C'est du moins ce que disait, l'an dernier, le ministre des Finances (M. Abbott), qui n'est pas à son siège